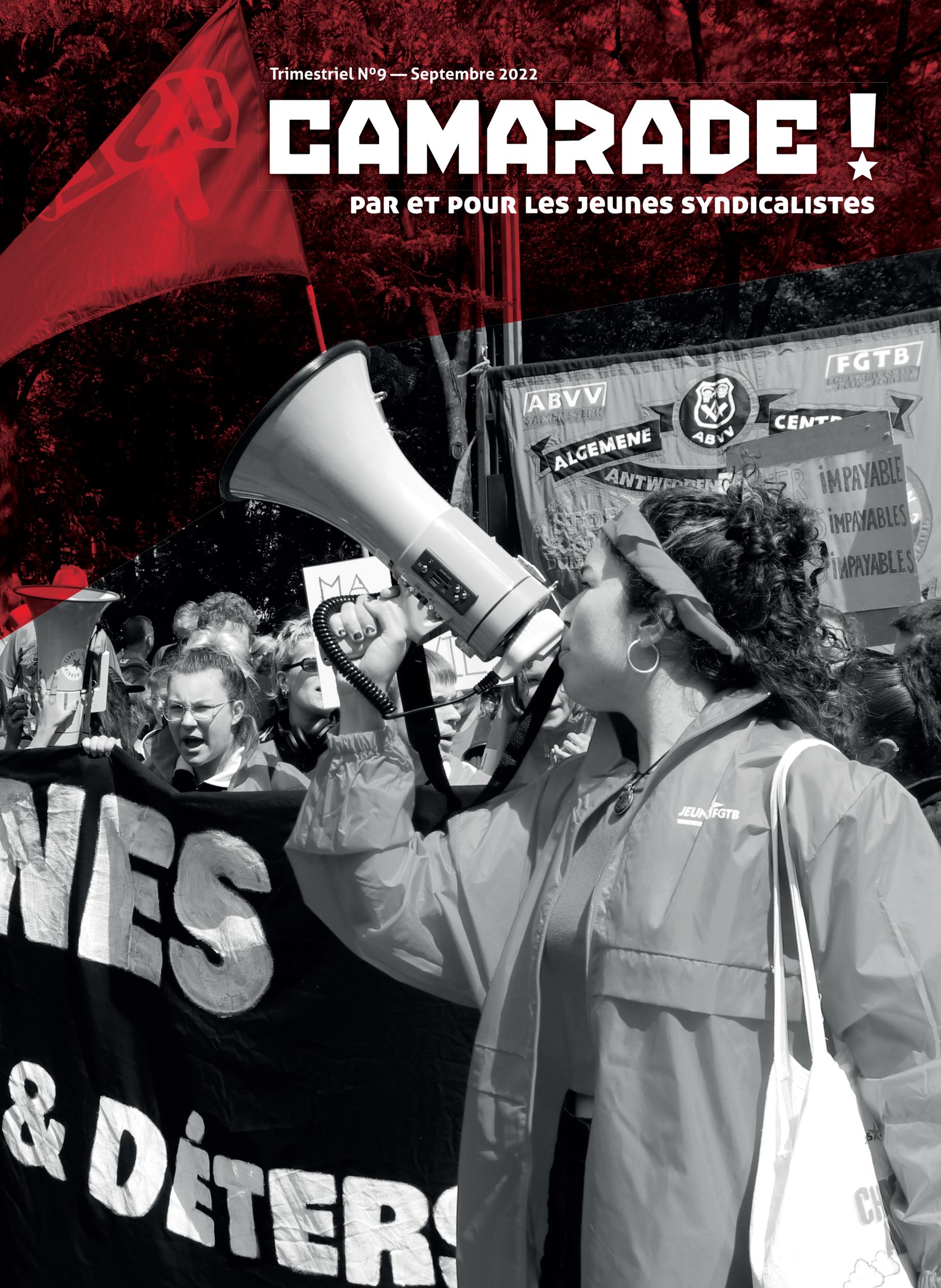


Trimestriel N°9 — Septembre 2022

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



SOMMAIRE

DOSSIER THÉMATIQUE

- 2 Émile Pouget, le sabotage et la démocratie syndicale
- 5 Une organisation syndicale... étudiante ?!

EN RÉGIONALES

- 7 Les Classes de Lutte

SECRETARIAT

- 9 Retour Camp Jeunes

ÉDITO

Par le comité de rédaction

« The Working Class is Back »¹ clamait il y a quelques semaines Mick Lynch, responsable syndical, au début de ce qui allait être la première grève d'envergure depuis des décennies dans les ports anglais. À l'image de nos camarades du Royaume-Uni, les classes laborieuses d'Europe continentale s'apprentent également à débrayer. La Belgique n'est pas en reste avec une grève générale qui se prépare pour novembre.

Le patronat estime ne s'être pas assez goinfré avec ses 11% de bénéfices hors inflation, il aimerait en plus faire sauter l'index et exclure les travailleur-euses sans emploi des allocations de chômage après deux années. Le secteur de l'énergie, le plus opulent de tous, estime qu'il n'y a aucun souci à engranger des profits records alors que nous ne sommes plus capables de payer nos factures... Les Codeco, réunions interministérielles, réunions européennes n'ont fait que confirmer une chose : l'aveu d'impuissance du monde politique face au marché destructeur de nos vies. C'est donc aux travailleur-euses organisées de prendre les choses en main en imposant une redistribution des profits. Seuls notre action directe et le rapport de force qui en découlera permettront d'inverser la tendance. En cette rentrée sociale, nous espérons que cette édition du journal vous permettra d'alimenter vos réflexions sur la pratique syndicale. Nous nous retrouverons sur le terrain pour en discuter !

Camarades, ils bloquent nos salaires – on bloque leurs profits !

1 Littéralement « la classe ouvrière est de retour »

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

Qui sommes-nous ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toutes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.



ÉMILE POUGET, Le sabotage ET La DÉMOCRATIE SYNDICALE

Par THIBAUT SCOHIER // Rédacteur à La revue POLITIQUE ET MILITANT SYNDICAL

Qui connaît encore le nom d'Émile Pouget (1860-1931) ? Même si son parcours dans l'histoire du syndicalisme est plutôt remarquable, c'est un patronyme qu'on ne voit pas s'afficher à la télévision ou dans les colonnes des médias traditionnels. C'est bien dommage car on entendrait alors parler de l'influence des syndicalistes révolutionnaires sur la construction des premières grandes fédérations de travailleur-euses. On entendrait les mots « grève générale » et « sabotage ». Des mots et des idées qui tachent. C'est pourtant par ces moyens, ou par la menace de les appliquer, que de nombreuses conquêtes sociales ont été obtenues. Si on revient sur l'histoire de Pouget, ce n'est pas pour pratiquer un genre de jeu morbide avec les grandes idoles desséchées du syndicalisme passé, mais bien pour se donner des armes maintenant, pour nourrir notre réflexion sur le syndicalisme d'aujourd'hui.

De L'anarchisme au SYNDICALISME

Pouget a eu plusieurs vies. Il est très tôt marqué par la répression féroce qui sévit contre le mouvement ouvrier et ses différentes manifestations politiques. Enfant, il vit par procuration le procès des communard-es occitanes et en sera marqué à vie : pourquoi ces républicain-es et ces révolutionnaires doivent-ils payer alors qu'ils réclament simplement un monde plus juste et égalitaire ? Lorsque, jeune adulte, il monte à Paris, cette expérience le pousse vers les milieux contestataires, en particulier anarchistes. Il participe à une manifestation de « chômeur-euses » au cours de laquelle plusieurs commerces, dont des boulangeries, sont pillés. Ramassé au hasard, il écope de huit ans de prison ; il n'a pas volé, mais quand bien même ? Huit ans pour du pain ? Il en fait trois et cela finit de le brouiller avec l'hypocrisie de l'ordre bourgeois. Système inique : on affame les pauvres et on les met en prison quand ils volent pour manger.

Dès 1879, il participe à la fondation de plusieurs organisations syndicales. Il a 19 ans. Mais son militantisme se cristallise surtout, à la fin des années 1880, dans la propagande (le mot alors n'est pas infamant) populaire. Il crée le *Père peinar*d et incarne le personnage homonyme, un populo parisien qui n'a pas sa langue sa poche ! Le journal est interrompu plusieurs fois, se décline sous formats divers – notamment des almanachs – au gré des interdictions et des vagues de répression qui frappent les milieux révolutionnaires. Sa ligne évolue mais reste toujours centrée sur la parole

ouvrière : il adopte l'argot du peuple de Paris, dans toute sa diversité. Il justifie les violences populaires en les expliquant par l'immense violence du système d'exploitation capitaliste. Pendant l'Affaire Dreyfus, il tient d'abord la même ligne qu'une bonne partie du mouvement social : c'est une affaire de bourgeois-es, elle ne nous concerne pas... Puis, face à la poussée de la réaction et à la menace d'un coup de force des plus radicaux de la droite, il rejoint les dreyfusard-es. Il collabore aussi avec Francis de Pressensé, président de la Ligue des droits de l'homme, pour documenter et dénoncer les conséquences des lois scélérates qui ont frappé les anarchistes au milieu des années 1890.

Vient ensuite le temps du syndicalisme triomphant. Suivant de nombreux camarades, Pouget s'implique en plein dans le mouvement syndical et notamment dans les congrès fondateurs de la CGT. Deux lignes s'opposent : celle du syndicalisme révolutionnaire et celle d'un socialisme allant des réformistes aux guesdistes. Pouget devient peu à peu un pilier de la première et défend des stratégies offensives, comme le sabotage, mais aussi l'autonomie des syndicats vis-à-vis des partis politiques, même de gauche ou révolutionnaires. Il pousse la ligne qui aboutit à l'adoption de la désormais célèbre Charte d'Amiens, liant le syndicat et la révolution dans un même destin. Homme de presse avant tout, il fonde plusieurs organes syndicaux dont *La Sociale* et *La Voix du peuple*. Là encore, il subit la répression ; en 1908, il est arrêté avec une trentaine de cadres révolutionnaires sur ordre de Clemenceau. Le but clairement affiché est d'affaiblir la CGT et en particulier son aile révolutionnaire. Après la guerre de 14-18 et le revirement d'une bonne partie du mouvement révolutionnaire et syndical en faveur de la guerre, il se retire de la vie publique et meurt en 1931 à l'âge de 71 ans¹.

Notons qu'en Belgique, le syndicalisme révolutionnaire, tradition dans laquelle s'inscrivait Pouget, n'a pas eu l'âge d'or qu'il a connu France. Au début du siècle dernier, des tentatives ont bien été faites de créer une version belge de la CGT, mais l'expérience n'a duré que deux ans, de 1906 à 1908. Cela s'explique sans doute par deux raisons principales : la relative faiblesse du courant ouvrier libertaire et les liens unissant les premiers syndicats au Parti ouvrier belge (POB). Toutefois, il est à noter qu'au moment de la création de la FGTB, au sortir de la Seconde guerre mondiale, plusieurs syndicats se revendiquaient encore d'un héritage révolutionnaire et que les pratiques telles que le sabotage ou l'autonomie ouvrière ont continué à vivre et à réémerger tout au long du XX^e siècle.

Émile Pouget, né le 12 octobre 1860 et mort le 21 juillet 1931, était un militant anarchiste, antimilitariste et syndicaliste révolutionnaire français. Fondateur de journaux libertaires comme *Le Père peinar*d, *La Sociale* et *La Révolution*, il est secrétaire adjoint de la section des fédérations de la CGT de 1901 à 1908. En 1906, il participe à la rédaction de la charte d'Amiens, l'une des références théoriques du syndicalisme en France.



1 Sur la vie de Pouget, on peut lire le malheureusement trop difficilement trouvable : Xose Ulla Quiben, *Émile Pouget. La plume rouge et noire du Père Peinar*d, Les Éditions libertaires, 2006.

2 Émile Pouget, *Le Sabotage*, Nada, 2021. Toutes les citations dans l'article proviennent de l'ouvrage.

À mauvais salaire, mauvais travail !

Pouget a donc défendu, tout au long de son activité syndicale, des moyens radicaux. Les éditions Nada ont récemment republié le petit livre, court et accessible, où il synthétise sa conception du sabotage comme arme des travailleur-euses². Par « sabotage », il entend bien sûr la destruction ou la mise en défaut de l'outil de travail. Il précise toutefois que les conséquences doivent toujours retomber sur les patrons et pas sur les client-es et les autres travailleur-euses qui achètent le produit du travail. Il note que « la justification de [son] emploi découle des nécessités et du but poursuivi. » Le sabotage doit être proportionné et ses versions les plus dures ne peuvent servir qu'en cas de détresse extrême.

Mais sa définition du sabotage s'étend bien au-delà de la destruction de l'outil, pourtant la plus jusqu'au-boutiste puisqu'elle prive les travailleur-euses de leur capacité de travail immédiate. Il écrit : « *les procédés de sabotages sont variables à l'infini.* » Les méthodes qu'il privilégie sont par ailleurs subtiles : il s'agit de saboter l'acte même du travail, en le faisant mal ou le faisant lentement. Dans son livre, il décrit les tactiques employées par différents groupes d'ouvrier-ères, du *Go Canny* anglais, ancêtre de la grève du zèle, au boycott de certains patrons en passant par le blocage de la production. À partir du moment où ces mouvements sont collectifs et massifs, ils deviennent parfois plus problématiques pour les autorités patronales que la grève elle-même.

Mais surtout ils font voler en éclat l'idéologie bourgeoise et sa représentation quasi-sacrée du travail. Celui-ci est conçu comme « sain », « naturel », bref comme la meilleure activité possible pour un-e adulte en bonne santé ; l'hypocrisie classique veut bien sûr qu'il soit « naturellement » à la charge des prolétaires et pas à celle des patrons !



Le sabot, un des symboles du syndicalisme révolutionnaire, qui a donné son nom au « sabotage ».

« Mais surtout [les mouvements de sabotage] font voler en éclat l'idéologie bourgeoise et sa représentation quasi-sacrée du travail. Celui-ci est conçu comme « sain », « naturel », bref comme la meilleure activité possible pour un-e adulte en bonne santé.

[...]

Pouget explique pourtant que la dignité se trouve dans le juste traitement, pas dans la réalisation du travail lui-même. »

Pouget explique que « toutes les qualités du bon esclave sont exaltées » et qu'il s'agit d'un long processus d'embrigadement qui se perpétue de la petite enfance jusqu'à l'entrée sur le marché du travail. La gauche et les milieux syndicaux ont parfois été poreux à cette représentation du travail, intouchable et bien fait, notamment parce qu'il participe de l'identité de l'ouvrier-ère. Qu'est-ce qui la définit ? Qu'est-ce qui réunit les prolétaires entre-eux sinon leur condition de travailleur-euses, donc l'exercice du travail lui-même ? Pouget explique pourtant que la dignité se trouve dans le juste traitement, pas dans la réalisation du travail lui-même.

Alors, à mauvais salaire, mauvais travail ! Ce slogan résume tout une partie de la thèse de Pouget. Après tout, ce sont les capitaines d'industries et les économistes qui ont décrété que l'ouvrier-ère, quand iel n'est pas qualifié-e, doit être payé-e une misère. Le syndicaliste rétorque : puisque le travail est « mauvais » (mal payé, mal perçu, mal « qualifié ») et bien nous le ferons mal. Il est en effet interpellant que toute la théorie économique capitaliste repose sur un principe : le prix d'une marchandise dépend, en partie, de sa qualité, de son utilité... mais le travail humain, lui, doit toujours être entier, absolu, total... Et puis il faut bien balayer une seconde illusion : aucun travail n'est « pas qualifié ». Même l'expérience la plus abrutissante de la chaîne demande habitude et entraînement. Tout acte productif est un acte de valeur ; si le patron refuse de payer la juste valeur, l'ouvrier-ère est en droit (moral et politique) de donner un mauvais travail.

Il serait bien sûr difficile de justifier de nos jours une telle proposition dans l'espace médiatique. Et pourtant... n'est-on pas entré-es dans une ère de la précarité, qui suppose immédiatement que le statut « normal » du travail ne doit pas être le contrat salarié (insuffisamment protégé mais protégé) mais le statut intermédiaire, intérimaire, l'auto-entrepreneuriat, bref, l'instabilité et les risques pour les travailleur-euses, le profit et la rentabilité pour le patronat ? N'est-on pas aussi dans une économie qui détruit violemment le lien entre le produit du travail et la réalisation de l'individu, une économie du *bullshit job*³ qui cultive les postes inutiles en haut comme en bas et qui génère la pénurie dans plusieurs secteurs essentiels ? Dans ces conditions, la grève du zèle et le sabotage semblent très sensés. Il est même à parier qu'ils sont massivement pratiqué-es, inconsciemment ou consciemment, à des petites échelles par les travailleur-euses, comme des tactiques pour combattre la menace du burn-out ou le sentiment d'esclavage.

« Manifestation des sans-travail » à laquelle Louise Michel et Emile Pouget ont participé en 1883.



³ Pour reprendre une expression de l'anthropologue anarchiste David Graeber.

AUTONOMIE ET DÉMOCRATIE SYNDICALE

Pouget est aussi connu pour sa défense farouche de l'autonomie syndicale. Il faut se replonger dans le contexte de l'époque. Les écoles socialistes-communistes, divisées entre réformistes et révolutionnaires, s'accordaient toutefois sur un point : les syndicats et autres organisations ouvrières (maisons du peuple, bourses du travail, mutuelles, etc.) devaient agir en appui du mouvement politique, qu'il soit réformiste ou révolutionnaire. Le rôle du syndicat, dans leur chef, était bien celui d'un bras armé organisant les ouvrier·ères, capable de faire pression et de créer des rapports de force avec le pouvoir ou alors de le soutenir quand ses partis l'atteindraient. Pouget et les syndicalistes révolutionnaires opposaient à cette vision celle d'un syndicat autonome, agissant uniquement en fonction des intérêts des travailleur·euses. Bien sûr, comme leur nom l'indique, iels étaient aussi des révolutionnaires convaincu·es et pour elleux les syndicats étaient justement des hauts lieux de la révolution. Mais iels en étaient un agent à part entière et, pour beaucoup de ses partisan·es, son acteur principal, libéré des jeux de partis et de majorité qui gouvernaient la scène parlementaire. Et puis, en cas de révolution, les syndicats pourraient organiser la vie économique directement et de manière fédérative, option moins effrayante et autoritaire que la centralité d'un État ouvrier transformant ses travailleur·euses en exécutant·es d'une politique verticale.

On peut reprocher à cette conception un certain corporatisme, l'intérêt des ouvrier·ères étant « surélevé » par rapport à l'objectif de la révolution ou des conquêtes sociales. C'est mettre de côté toute l'importance de l'expérience commune. Chaque fois que les ouvrier·ères défendent leurs droits et en obtiennent de nouveaux, iels touchent à cette pratique concrète de l'égalité que les théoricien·nes socialistes et communistes promettaient pour les temps futurs. Alors que ceux-ci voulaient apprendre les règles du jeu politique (pour les réformistes) ou les changer (pour les révolutionnaires), la grève et l'action syndicale mettent instantanément en acte la solidarité et ce même dans la défaite. Combien d'écrasements et de répressions avant que des mouvements d'importance fassent pression et forcent les élites à reconnaître les syndicats comme des acteurs inévitables ?



Le chat noir, représenté hérisssé et toutes griffes dehors, est repris par le symbolisme anarchiste, en particulier celui de l'anarcho-syndicalisme depuis les grandes grèves de 1906 aux États-Unis. Il a été représenté par Ralph Chaplin, figure de premier plan dans les Industrial Workers of the World (IWW). Comme son attitude agressive le suggère, le chat – appelé en anglais wild cat – évoque des idées telles que des grèves sauvages, sabotage et syndicalisme radical.

« Confrontés à des défis non moins énormes qu'à son époque – la précarisation, la casse de l'État social, le mal-être psychologique massif, les enjeux climatiques – les syndicats actuels devront bien se réinventer, malgré leur inertie. [...]

Si le sabotage est une voie d'action possible, la démocratie syndicale est, elle, une nécessité. »

Mais cette critique du corporatisme était aussi affaiblie par la manière dont un syndicat comme la CGT fonctionnait à l'époque. En effet, il était d'abord une confédération, un ensemble de groupes sectoriels et territoriaux défendant des philosophies ou des approches parfois contradictoires. Au niveau national, le syndicat était parcouru par des tendances, des plus radicales aux plus réformistes. Cette démocratie syndicale faisait et défaisait les majorités internes en fonction du contexte, des débats, des rapports de force entre fédérations. Elle ne cachait pas ses divergences et sa presse était souvent pleine d'opinions et de contre-opinions. Le mot « démocratie » est méprisé, encore aujourd'hui, par beaucoup de révolutionnaires sensibles à la lecture marxiste – la démocratie comme trompe-l'œil, comme fiction bourgeoise – cependant c'est bien ainsi qu'il faut décrire le bouillonnement d'idées, de propositions, de commissions, de conférences, de congrès, qui agitait perpétuellement le mouvement syndical.

Là encore, regardons le présent : il semble aujourd'hui impossible d'évoquer de nombreuses discussions conflictuelles, pourtant vives mais étouffées à l'ombre du secret et des milieux militants. Le rôle de la FGTB doit-il être de soutenir le pilier socialiste et son parti ? Des intellectuel·les peuvent en parler, en débattre ouvertement ; mais les syndicalistes ? Militant·es et délégué·es ? Les centrales doivent-elles être le théâtre d'une lutte d'influence entre le PS et le PTB, avec les conséquences qu'on sait ? Personne ne méconnaît ces réalités et pourtant, quand elles s'exposent dans l'espace public, c'est la plupart du temps sous forme d'investigations, de confidences ou de témoignages anonymisés. On oppose à la culture démocratique du débat ouvert, conflictuel et public, le bien-être du syndicat lui-même, de toutes les travailleur·euses qui seraient desservi·es si les oppositions s'affichaient. Logique bien trop proche de celle de la loyauté qu'on doit à l'entreprise et au patron, de cette culture de la confidentialité qui touche aussi bien le privé que les administrations... Pouget faisait d'ailleurs de la révélation d'informations ayant un intérêt public un acte de sabotage. Il n'imaginait sans doute pas qu'on puisse traiter de « saboteur·euse » un·e syndicaliste évoquant la vie interne du syndicat !

Émile Pouget et son histoire interrogent la pratique contemporaine du syndicalisme. Confrontés à des défis non moins énormes qu'à son époque – la précarisation, la casse de l'État social, le mal-être psychologique massif, les enjeux climatiques – les syndicats actuels devront bien se réinventer, malgré leur inertie. Il n'est point ici question de prétendre connaître la meilleure voie ou la meilleure solution ! Simplement les syndicats sont, par principe, des instruments aux mains de leurs syndiqué·es et des travailleur·euses, ils ont le principe fédératif inscrit en leur cœur. Ils devront aussi se doter de nouveaux moyens, accepter de renouveler les rapports de force dans un système politique qui leur est de plus en plus hostile. Si le sabotage est une voie d'action possible, la démocratie syndicale est, elle, une nécessité.

Autre représentation courante du concept de sabotage.



Une ORGANISATION SYNDICALE...

ÉTUDIANTE ?!

Par des membres de L'Union SYNDICALE ÉTUDIANTE

Pour nous, étudiant-es, les injustices et les barrières sociales sont une réalité : coût des études en hausse, taux d'échec d'au moins 50 % en première année, explosion du prix des logements, exploitation lors des stages, recours de plus en plus fréquent aux jobs précaires pour financer ses études (1/3 des étudiant-es), etc. Les crises successives de ces dernières années (Covid, logement, énergie,...) ne font qu'accentuer la précarité.

LUTTER AVEC NOUS, C'EST :

- **Participer à défendre les droits des étudiant-es et un enseignement qui permette l'accès et la réussite pour toutes.** C'est donc lutter contre la précarité, la sélection sociale et la logique marchande dans l'enseignement. On défend un revenu socialisé pour toutes les étudiant-es (un salaire étudiant) ; des savoirs et des pédagogies construits démocratiquement par toutes ; un enseignement public, gratuit, de qualité, critique, indépendant et adapté à chacune des personnes qui en bénéficient. Pour cela nous faisons de l'entraide sociale car il est important de défendre nos droits au jour le jour. Nous entraider permet de créer de la solidarité et de briser l'isolement individuel, ainsi que de faire émerger de nouvelles revendications partant des réalités des étudiant-es.
- **S'engager dans un syndicat combatif et indépendant.** Pour nous, les améliorations de nos conditions de vies, de travail et d'études sont le fruit de notre action collective et de notre rapport de force face aux directions des établissements et aux gouvernements. Nous favorisons l'organisation de rassemblements, d'occupations et d'autres actes de grèves étudiantes.
- **Être dans un syndicat où chacun-e a la liberté d'exprimer son opinion et de décider des orientations de l'organisation.** Nous nous efforçons de prôner la démocratie la plus directe possible dans toutes les luttes, en organisant des assemblées étudiantes, souveraines dans leurs actions et leurs revendications, pour refléter au mieux les demandes réelles des étudiant-es.
- **Ne pas rester seulement entre étudiant-es mais être solidaires des autres franges de la population.** En effet, l'alliance des travailleur-euses et des étudiant-es a déjà démontré toute sa pertinence et sa force. Aujourd'hui, face à tant d'attaques d'austérité, elle est indispensable ! Pour mieux lutter aux côtés des travailleur-euses avec ou sans emplois, avec ou sans papiers, elle se veut partie intégrante de l'organisation des travailleur-euses. C'est pourquoi nous sommes membres des Jeunes FGTB.

En plus de défendre nos droits et de nous battre pour en gagner de nouveaux, nous luttons pour une société égalitaire, sans exploitation ni domination. Nous combattons donc le racisme, le sexisme, la LGBTQIphobie et d'autres formes de discriminations qui nous divisent et diminuent notre force de résistance. Notre lutte contre le système qui les alimente, le capitalisme, nous la menons aussi au niveau international en renforçant nos liens avec d'autres organisations étudiantes de lutte pour fortifier la solidarité internationale.



ET CETTE ANNÉE ?

Nous mènerons plusieurs campagnes. Déjà, dans la continuité des années précédentes, nous continuerons de nous battre pour obtenir une rémunération des stagiaires. Ensuite, nous continuerons de lutter contre la réforme du décret paysage qui rentre en application dès la rentrée académique 2022.

UNE RÉMUNÉRATION DES STAGES, POUR QUOI FAIRE ?

Les stages étudiants se trouvent dans la plupart des cursus de l'Enseignement supérieur et demandent un investissement considérable de la part des étudiant-es. Ces stages ne sont pas rémunérés et constituent une forme de travail gratuit, alors même que les étudiant-es font face à des conditions de vie de plus en plus précaires. Nous avons déjà lancé plusieurs campagnes autour du travail gratuit, et notamment de la rémunération des stagiaires. Nous avons par exemple rencontré à plusieurs reprises les camarades des CUTE (Comité Unitaire pour le Travail Étudiant), qui ont lutté au Québec pendant 3 ans afin de faire reconnaître les stages comme un travail. Nous avons également récolté des données concernant les stagiaires, qui ont permis de mettre en évidence des points essentiels :

- la période de stage ne permet plus aux étudiant-es d'avoir un job, par manque de temps, ce qui plonge davantage les étudiant-es dans la précarité ;
- les dépenses liées au stage peuvent être conséquentes, que ce soit pour les déplacements ou le matériel de travail.

Les stages dans les études supérieures touchent surtout les filières dévalorisées et majoritairement féminines. Ce sont les secteurs sociaux (assistantes sociales, infirmières, psychologues, éducation, ...) qui demandent le plus grand nombre d'heures de stage. Cela a pour conséquence directe une main d'œuvre gratuite essentiellement féminine. Demander une rémunération des stages est donc également une manière d'éclairer le travail gratuit effectué par les femmes au quotidien.

Recourir à de telles formes de travail est une façon de compenser le sous-investissement dans les services publics (par exemple dans les hôpitaux ou même les ASBL). En outre, cela entraîne également un nivellement par le bas des conditions salariales en habituant les gens à travailler gratuitement et en mettant les étudiant-es en concurrence face aux travailleur-euses rémunéré-es. En effet, 90% des stagiaires interrogé-es indiquent effectuer des tâches semblables à celles des employé-es rémunéré-es. Ainsi, contrairement à certains arguments avancés contre une rémunération des stages, les stagiaires créent de la valeur pour les employeur-euses au même titre que les travailleur-euses « régulier-ères ».



« Le travail que j'effectue au sein de l'association dans laquelle je suis stagiaire est utile. J'effectue du travail qu'on ne voit pas toujours, comme du tri, de la communication, etc... mais j'aide également mes collègues, et je prends énormément d'initiatives ! Je fais le même travail que mes collègues, très souvent. Je travaille près de 35h/semaine, je n'ai donc pas le temps de faire un job étudiant, et je n'ai aucun revenu. En plus de cela, comme mon stage est dans une autre ville, je paie pour travailler. Avec le prix de l'essence qui a augmenté, ça devient vraiment difficile pour moi. Je trouve qu'il serait naturel qu'on soit rémunéré pour cela. »

– Anna, stagiaire en MA1 de psychologie



ET LA BELGIQUE DANS TOUT ÇA ?

Le conseil de l'Europe a d'ailleurs jugé que le fait d'offrir des stages non-rémunérés est une violation de la charte sociale européenne en son article 4§1 relatif au droit à une rémunération équitable. Le Comité européen des droits sociaux a déterminé que des lacunes dans la législation belge permettent aux jeunes d'être exploité-es comme main-d'œuvre gratuite par le biais de stages non rémunérés. Certes, la plainte déposée par ce comité ne vise que les stages hors cursus scolaire, mais le constat reste le même.

Nous revendiquons donc une rémunération de toutes les stagiaires. Nous revendiquons également la garantie d'un lieu de stage par l'établissement afin que toutes les étudiant-es puissent effectuer un stage car celui-ci est une étape souvent obligatoire et fréquemment difficile à trouver. Nous demandons également la prise en charge par l'environnement professionnel des frais spécifiques au stage (transport, nourriture, etc).

RÉFORME DU DÉCRET PAYSAGE

Promulguée par la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Glatigny, la réforme de la loi définissant l'organisation académique des études entend lutter contre certains effets pervers du décret Paysage, à savoir la baisse du taux de réussite des étudiant-es, des casse-têtes administratifs pour les secrétariats devant organiser les programmes de cours et des critères de finabilité très peu compréhensibles. Or, si nous partageons certains de ces constats, les solutions apportées ne vont faire qu'aggraver les problèmes : avec des critères de finabilité et de réussite désormais plus difficiles à atteindre, cette réforme va en réalité accentuer la sélection sociale dans un système d'enseignement déjà élitiste.

La réussite à l'Université et en haute-école étant en corrélation avec les ressources financières des étudiant-es ; palier à la précarité étudiante devrait être la priorité afin d'augmenter le taux de réussite des étudiant-es. La réforme avancée par Glatigny ne prévoit pourtant rien de concret pour diminuer cette précarité. De plus, les nouveaux critères de finabilité engendrent déjà des problèmes administratifs pour les étudiant-es, comme nous le constatons à travers notre travail d'entraide sociale.

UN SALAIRE ÉTUDIANT ?!

Logement, nourriture, transport, santé, loisirs et matériel d'étude sont autant de besoins pour les étudiant-es auxquels il faut garantir une réponse. Une rémunération des stages et la garantie d'une réussite pour toutes et tous est un premier pas, mais ça ne suffira pas. C'est pourquoi nous défendons, entre autres et de façon générale, la mise en place d'un salaire étudiant. En effet, nous considérons que les étudiant-es sont des travailleur-euses : nous produisons du savoir à travers nos stages, nos travaux et nos mémoires (que les profs réutilisent souvent). Ce salaire étudiant doit s'accompagner d'autres mesures afin de réellement lutter pour un enseignement supérieur public, gratuit, critique et démocratique : un refinancement structurel de l'Enseignement supérieur (basé sur le nombre d'étudiant-e-s), un minerval et des supports de cours gratuits, ainsi qu'un renforcement des services publics.

Donc syndique-toi, et n'hésite pas à venir nous rencontrer lors de nos événements !



Pour retrouver nos revendications et nos articles, rendez-vous sur notre page : <http://use.be>.

On t'informe qu'une section est en train de se créer sur le campus de Louvain-la-Neuve, donc contacte-nous si tu es étudiant-e et que tu veux la rejoindre !



@UnionSyndicaleEtudiante



@Union_syndicale_etudiante

Les Classes DE LUTTE

Par MIGUEL SCHELCK // ANIMATEUR Jeunes FGTB BRUXELLES

Le 15 octobre 2022, les Jeunes FGTB Bruxelles organisent leur deuxième édition des « Classes de lutte », une journée de formation thématique, critique et participative à destination des jeunes de la région bruxelloise intéressé-es par le syndicalisme. Celle-ci sera consacrée cette année à la lutte contre l'extrême-droite et la place des syndicats dans celle-ci. Et comme pour la première édition, les formateur-ices seront principalement des militant-es qui tirent leur légitimité des luttes auxquelles iels participent.

Cette année encore, cette journée se fera en coopération avec le collectif « Rocking Squat », qui regroupe principalement des familles monoparentales sans-papiers et qui occupent un bâtiment au 121 rue du Trône où nous organiserons les « Classes de lutte ». Les concerts et soirée organisés après le cycle de formation sont ouverts à toutes et tous, les bénéfices réalisés reviendront intégralement au collectif.

Néanmoins, plus qu'une journée de formation et un événement festif, les échanges durant les « Classes de lutte » constituent également l'un des socles des actions syndicales portées par les militant-es des Jeunes FGTB Bruxelles. C'est pourquoi il nous a semblé important de revenir sur la première édition, qui portait sur le syndicalisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Le SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE :

L'année dernière, lors de la conférence du matin, l'historienne Francine Bolle nous a rappelé l'origine du syndicalisme révolutionnaire : de l'exploitation des prolétaires par la bourgeoisie, de l'opposition entre le travail et le capital où, en tant qu'organisations ouvrières, les syndicats se sont donnés pour objectif d'organiser et de défendre les travailleur-euses dans la lutte qui les oppose aux capitalistes en respectant certains principes :

- l'indépendance syndicale à l'égard des partis politiques
- le fédéralisme pour éviter toute forme de corporatisme
- l'action directe – le fait d'individus qui partagent une condition commune et qui agissent par elleux-mêmes dans le but de construire un rapport de force pour changer une situation, sans léguer le pouvoir à un intermédiaire – comme les grèves, le blocage, le sabotage, ... en vue de passer à une société sans classe.

Le SYNDICALISME au 21^{ème} SIÈCLE :

La suite de la journée nous a permis d'aborder certaines des thématiques actuelles et futures auxquelles les syndicats doivent s'adapter : l'écologie, les luttes féministes, les luttes internationalistes et la précarisation des jeunes.

ÉCOLOGIE : LA NÉCESSITÉ D'UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE SOCIALE

Les ateliers sur l'écologie ont permis de rappeler que les travailleur-euses sont les premier-ères à pouvoir faire pression pour changer les modes de production et réfléchir à l'utilité sociale de ce qu'iels produisent. Mais cela implique une démocratie sociale accrue où les travailleur-euses auraient véritablement les leviers au sein de leur entreprise pour agir en vue d'une production plus écologique. Pour lutter efficacement contre la crise écologique, il faut donc lutter pour plus de démocratie sociale. Cela va de pair avec la formation des syndiqué-es aux enjeux écologiques et à la défense d'une écologie « populaire » et anticapitaliste, qui refuse l'individualisation des responsabilités et le mépris de classe à l'encontre des modes de consommation des travailleur-euses des classes populaires.

Pour les militant-es des Jeunes FGTB Bruxelles, il s'agit aussi de défendre certaines mesures comme la nationalisation de la production, la planification écologique, l'interdiction des privatisations des ressources naturelles et de l'obsolescence programmée, l'augmentation des salaires, ...

FÉMINISME : LE TRAVAIL REPRODUCTIF, LES MOBILITÉS ET LA JUSTICE TRANSFORMATRICE

Les différents ateliers portant sur les luttes féministes nous ont rappelé l'importance en tant qu'organisation de défense des travailleur-euses de se mobiliser autour des luttes touchant au travail reproductif, c'est-à-dire au travail de production et de reproduction des êtres humains (mise au monde, éducation, soins psychologiques, affection, travail domestique, ...). Majoritairement effectué par les femmes, le travail reproductif constitue la base matérielle de leur exploitation.

1 Pour en savoir plus : <https://www.cvfe.be/publications/etudes/425-justice-transformatrice-et-violences-de-genre-inventer-de-nouvelles-facons-de-rendre-la-justice>

2 Pour en savoir plus : <https://renverse.co/analyses/article/reconnaitre-une-guerre-quand-on-en-voit-une-2744>

Nous avons également abordé les inégalités de genre qui traversent les mobilités. Nous avons vu que les femmes rencontrent des difficultés multiples à se déplacer : leurs déplacements sont plus complexes (les hommes se déplacent surtout dans le cadre professionnel tandis que les femmes dans le cadre du travail reproductif et de leur rôle de mère) et, bien souvent, ce sont les hommes qui disposent de la voiture. Elles sont donc plus nombreuses à utiliser les transports en commun. Or, ceux-ci sont pensés pour les hommes et leurs sont peu accessibles – ce qui est d'autant plus vrai que les femmes sont, majoritairement, plus précarisées que les hommes. Les militant-es présent-es ont donc souligné l'importance d'un point de vue féministe, mais également écologiste, de défendre la gratuité des transports en commun, leur adaptation aux mobilités particulières des femmes (en mettant plus de place pour les poussettes par exemple), mais aussi la nationalisation des auto-écoles pour réduire les prix et permettre aux personnes vivant en périphérie ou à la campagne de se déplacer.

Enfin, nous avons abordé la question de la justice transformatrice¹, qui consiste à régler des différends sans user de la police et du système pénal, en partant des besoins et des envies de la victime. Contrairement à notre système judiciaire basé sur la sanction, il s'agit plutôt de responsabiliser l'auteur en incluant la communauté dans le processus, c'est-à-dire toutes celles et ceux qui gravitent autour des personnes concernées par le différend. Il s'agit aussi de prendre en compte les rapports de domination à l'œuvre dans la société et de les changer. Pour les militant-es, cette forme de justice peut déjà être mise en application dans les écoles par exemple, mais aussi dans la résolution de conflits internationaux ou dans le cadre de différends entre collègues au travail.

INTERNATIONALISME : BOYCOTT, DÉSINVESTISSEMENT & SANCTIONS ET L'IMPÉRIALISME TURC AU ROJAVA

Le capitalisme étant international, il est urgent que les luttes des travailleur-euses le soient également. C'est pourquoi nous avons abordé la situation de la Palestine et du Rojava, mais également invité une délégation de Solidaires étudiant-es afin d'échanger et de réaffirmer nos liens syndicaux à l'international.

BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) sont donc venus nous présenter leur campagne visant à boycotter l'État d'Israël dans le but de faire pression afin que les droits fondamentaux et le droit international soient respectés. Cette méthode, issue du syndicalisme, permet également aux travailleur-euses d'influencer l'opinion publique. Dans le cadre de cette campagne, le boycott n'est pas seulement économique mais également culturel et académique. BDS a déjà remporté quelques victoires importantes avec par exemple des prises de position de sportifs ou d'artistes israélien-nes contre l'occupation et la colonisation de la Palestine.

Nous avons également abordé la « guerre de basse intensité »² que mène la Turquie au Rojava – État reposant sur l'égalité homme-femmes, l'écologie et la démocratie directe. Les habitant-es du Rojava subissent, suite à la politique impérialiste d'Erdogan, l'attaque de milices, des attaques économiques, informatiques, des assassinats ciblés, des attentats, des expropriations, ... dans le silence assourdissant des États occidentaux. Il est donc nécessaire de participer à la solidarité internationale en médiatisant les agissements de la Turquie et en mettant la pression sur nos États afin qu'ils s'y opposent.

Le SYNDICALISME ÉTUDIANT :

En plus de la participation de Solidaire étudiant-e-s à notre journée de formation, les militant-es de l'Union syndicale étudiante sont venu-es nous présenter leur revendication pour un salaire étudiant.

Pour elleux, les étudiant-es sont des travailleur-euses en formation qui participent à la création de valeurs économiques, sociales et culturelles à travers les stages, les travaux effectués, leurs engagements politiques, sportifs, artistiques, ... Or, en ne prenant pas en compte cela, on nie aux étudiant-es les mêmes droits qu'aux travailleur-euses et on les exclue de la sécurité sociale. Face à la précarisation de la jeunesse, ils défendent donc un salaire pour toutes les jeunes qui suivent une formation quelle que soit à partir de leur majorité.



L'année passée, les « Classes de lutte », en plus de rassembler une soixantaine de jeunes militant-es, a permis de mettre en lumière ce qu'est le syndicalisme révolutionnaire et de définir les enjeux de demain pour les Jeunes FGFB Bruxelles. Espérons que la deuxième édition soit au moins aussi enrichissante que la première.

Pour rappel : la deuxième édition des « Classes de lutte » se tiendra le 15 octobre 2022 à partir de 9h au 121 rue du trône. Inscription gratuite mais indispensable, les informations précises sont sur l'événement Facebook « Les classes de lutte – 2022 ».



Retour Camp Jeunes

Donnez une liste de courses aux jeunes FGTB : vous obtiendrez un débat intéressant. Donnez-leurs un ticket de caisse : vous aurez droit à une critique acerbe du capitalisme, un débat sur l'indexation, ...

Le Camp Jeunes FGTB 2022 a été pensé dans ses grandes lignes lors d'une Journée Jeunes en juillet 2021 alors que la pandémie nous limitait encore. Les sujets ont été affinés avec les animateur·rices des différentes régions qui ont remonté les souhaits de leurs membres et, enfin, le camp a pu être vécu par les jeunes du 1er au 5 juillet 2022.

Nous avons choisi l'auberge de jeunesse de Malmedy qui, en plus de se trouver dans une merveilleuse région, dispose d'infrastructures confortables et d'une équipe souriante et aux petits soins.

Les sujets furent riches et variés et le programme chargé mais les participant·es s'y sont adapté·es à la vitesse d'une tyrolienne. Café international pour commencer autour de la précarité de la jeunesse : les jeunes vont et viennent aux tables pour réfléchir à la rémunération des stages, aux inégalités sociales dans l'enseignement, à la fin d'étude et l'arrivée sur le marché de l'emploi, aux jobs étudiants et jobs précaires et enfin au salaire étudiant. Le Camp Jeunes n'aurait pas eu la même saveur sans la dimension internationale, portée dès le second jour par la présence de deux représentantes du CJTA, le Comité Jeunes de la Confédération Syndicale des Amériques. Naïra et Cristiana nous ont livré leur témoignage sur « être



jeune et syndicaliste en Amérique latine » ; nous avons pu ensuite tracer ensemble les grandes lignes du projet que nous mènerons en partenariat avec l'IFSI (Coopération Syndicale Internationale de la FGTB), représentée par Yolanda qui assura la traduction durant l'ensemble du séjour. Parallèlement, un groupe recevait le témoignage de jeunes Vervietois-es parti-es au Rojava et discutait des suites à donner à ce projet. Le 3e jour, place à la conférence « antiracisme et intersectionnalité » de l'asbl Bamko, représentée par Mireille-Tsheusi Robert. L'échange qui s'en suivit explosa quelque peu les horaires... Pas de problème : les participant-es s'adaptent aussi vite qu'on se retourne en kayak ! Le dernier jour fut consacré aux côtés théoriques et pratiques de la manifestation avec d'une part la présence de Rémy et sa collègue Morgane de la Ligue des Droits Humains pour nous parler de nos droits en manif, d'autre part par le graf et la préparation de banderoles avec Milo.



Aucun sujet n'est tabou. On se questionne sur la vie sexuelle des femmes sous le socialisme, sur les changements de société nécessaires pour atteindre l'égalité de genre. On aborde le déménagement des sans-papiers de la Gécamines à Idalie en présence de quelques acteurs. On discute à bâtons rompus de l'implantation du géant de l'e-commerce – Alibaba – avec le collectif Stop Alibaba & co qui nous montre la face invisible (mais prévisible) de l'iceberg.

Les jeunes viennent de tous horizons et se mélangent parfaitement : travailleur-euses avec et sans emploi, sans-papiers, délégué-es, membres de l'Union syndicale étudiante ou d'un conseil étudiant, très jeunes et moins jeunes, permanent-es... Tout le monde participe aux activités proposées et garde des forces pour un petit pas de danse au son d'une trompette mise en sourdine et d'une guitare dont les vibrations s'en vont caresser les Hautes Fagnes.

Le Camp Jeunes n'est pas fait pour livrer un produit fini : il permet de susciter des idées et de créer les remous face à de multiples frustrations. Des remous qui donnent envie de continuer encore et encore les débats, plutôt que d'aborder les sujets de façon superficielle. On y plonge et replonge tout en gardant ce petit goût salé qui dure, celui qui donnera au groupe l'envie de se revoir et de lutter, celui qui donne envie d'ajouter une journée de plus au camp de 2024, celui qui nous fait dire : quand est-ce qu'on recommence ?



Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

CAMARADE ! ★

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552.03.63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boite 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24.22.59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32.38.83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB

 camarade.be  @CamaradeWebMedia

Editeur responsable : Jeunes FGTB – 42, rue Haute 1000 Bruxelles

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

 @ninanarchist  s291nina@hotmail.com

